



DECISION N° 03/2025/ARMP/CR/CRDS/ DU 25 MARS 2025

DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFRENDIS ET SANCTIONS STATUANT EN FORMATION LITIGE RELATIF A LA REQUETE DU CABINET SOFT CHOICE CONSULTING SERVICES CONTRE ANSUTEN POUR LE NON PAIEMENT DE LA FACTURE N°S2CS14012025 1 DG/SC DANS LE CADRE DE LA REALISATION DU CONTRAT DE PRESTATION N°2024/468/1/6/3/1/1/037 RELATIF À L'ÉLABORATION DU MANUEL DE PROCÉDURES POUR LE COMPTE D'ANSUTEN.

LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET SANCTIONS STATUANT EN FORMATION LITIGES,

Vu la Charte de la Transition ;

Vu l'Ordonnance O/2021/001/PRG/CNRD/SGG du 16 septembre 2021 portant prorogation des Lois nationales, des Conventions, Traités et Accords Internationaux en vigueur ;

Vu la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

Vu la loi L/2018/028/AN du 05 juillet 2018, portant modification de la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

Vu le Décret D/2022/0227/PRG/CNRD/SGG du 10 mai 2022 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

MIC Ase

1

Vu le Décret D/2022/0077/PRG/CNRD/SGG du 02 février 2022, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret D/333/PRG/SGG du 17 décembre 2019, portant Code des Marchés Publics;

Vu le décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant Attributions, Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu les pièces du dossier.

Après avoir entendu Monsieur DIAKITE Bakari, rapporteur technique, en présence de :

- 1- M. Sidi Mouctar DICKO, président du Conseil de Régulation ;
- 2- M. Holomo Koni KOUROUMA , Vice-Président;
- 3- M. Moussa Iboun CONTE, membre du CRDS ;
- 4- M. Lansana SIDIBE SANGARE, membre du CRDS;
- 5- M. Moussa SANGARE, membre du CRDS a donné sa voix à M. Moussa Iboun CONTE
- 6- Mtre Basékou SHEK CONDE, membre du CRDS ;
- 7- M. Ibrahima Sory SACKO, membre du CRDS ;
- 8- M. Almamy Sékou CAMARA membre du CRDS.

MIC *[Signature]*

[Signature] *[Signature]* *[Signature]*

Etaient présents :

Pour la commission

- M. Bakari DIAKITE, Président de la commission
- M. Fode Abdel Kader DIARE, Rapporteur
- M. Alhassane DIALLO

Pour soft choice consulting Services

- Madame Linda Davis BAH

Pour la DGCMP :

- . Abdrahamane Jean Charle DIALLO

M/C
cse
W
J
SMA
3

I- CONTEXTE

Dans le cadre de l'élaboration de son manuel de procédures, l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications et du Numérique (ANSUTEN) a recruté le Cabinet Soft Choice Consulting Services par la procédure d'entente directe.

Le Cabinet Soft Choice Consulting Services a saisi l'ARMP pour le non-paiement par l'ANSUTEN de sa facture **N°S2CS14012025-1/DG/SC** relative à la réalisation dudit manuel de procédures.

SUR LA RECEVABILITE DU RECOURS

Vu l'article 23 de la loi L/2012/020/CNT du 11 Octobre 2012, fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de services publics qui dispose que : « Toute personne ayant connaissance d'un manquement ou d'un risque de manquement à la réglementation des marchés publics ou des délégations de service public doit en informer l'autorité contractante, son supérieur hiérarchique, l'ARMP, les structures de passation et de contrôle et toute autre autorité disposant d'un pouvoir d'enquête et de sanction sur de tels agissements. » ;

Vu l'article 147 du code des marchés publics qui dispose que « Les candidats et soumissionnaires justifiant d'un intérêt légitime qui s'estiment injustement écartés dans les procédures de passation des marchés publics et partenariats public-privé doivent avant toute saisine de l'autorité de régulation, introduire un recours effectif préalable à l'encontre des actes pris où des faits et des décisions rendues à l'occasion de la procédure de passation leur causant préjudice, devant l'autorité contractante où son autorité hiérarchique. » ;

Vu le code des marchés publics en son article 150 relatif à la saisine du Comité de Règlement des Différends et Sanctions (CRDS).

Considérant que le Cabinet Soft Choice Consulting est titulaire dudit marché ;

Considérant que le Cabinet Soft Choice Consulting a exercé un recours préalable par courrier en date du 18 Février 2025;

Considérant que le Cabinet Soft Choice Consulting a respecté les conditions de saisine du Conseil de Régulation ;

Considérant que l'Autorité de Régulation des Marchés Publics est habilitée en application de l'article 155 du Code des marchés publics à examiner ce recours et d'en délibérer .

Il convient donc de déclarer le présent recours recevable en la forme .



Handwritten signatures and initials in blue ink at the bottom of the page.

II- SUR LES FAITS ET PROCEDURES :

En date du 24 Février 2025, la Direction Générale de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics a été saisie par le Président du Conseil de Régulation, suite au recours du Cabinet Soft Choice Consulting contre l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications et du Numérique (ANSUTEN).

Ladite requête est faite au titre de réclamation du paiement de la facture **N°S2CS14012025-1/DG/SC** relative à l'élaboration du manuel de procédures pour le compte de ANSUTEN.

EXAMEN DU LITIGE

LES MOYENS A L'APPUI DU RECOURS :

- **LES MOTIFS DONNES PAR LE CABINET CHOICE SOFT CONSULTING**

Dans sa narration, **Madame Linda Davis BAH** a exposé les faits comme suit : Avant de commencer, permettez-moi de vous remercier pour la qualité de l'accueil.

En effet, nous sommes en Guinée depuis sept (7) ans et nous sommes conscients de l'importance de l'ARMP, et nous lui plaçons toute notre confiance étant dans un Etat de droit.

Concernant ce marché, nous avons été contacté par Monsieur Sékou Oumar Barry, Directeur Général d'ANSUTEN d'alors, en vue de l'élaboration d'un manuel de procédures pour le compte d'ANSUTEN en remplacement d'un cabinet qui avait fourni des livrables qui ne répondaient pas à leurs attentes, donc défaillants.

Pour rappel, ANSUTEN est créée sous l'ère CNRD, et elle a besoin des outils de gouvernance.

Connaissant notre expertise dans le domaine, nous avons répondu en soumettant notre offre technique et financière.

A cet effet, nous avons commencé le travail, on a mis le bouché double pour exécuter le projet jusqu'au mois d'Août dernier, nous nous sommes heurtés à des difficultés de disponibilité de nos interlocuteurs tel que le Directeur Général.

MIC Ase W
5th
5

Nous avons envoyé des rapports pour que ANSUTEN formule des observations, mais hélas l'autorité contractante n'a pas daigné répondre.

En Août, nous avons enregistré le décès de notre Directeur de missions, suite à cet événement douloureux, nous avons demandé une doléance à l'autorité contractante pour qu'on fasse vite afin de nous permettre de faire face aux cérémonies funèbres.

Entre temps, il y a eu un changement à la tête de l'ANSUTEN, nous avons adressé un mémorandum au nouveau Directeur pour lui faire la situation de l'exécution du marché, cet écrit est resté sans suite.

Ensuite nous avons décidé de faire un courrier qui est resté aussi sans réponse, au motif que le DG est absent, or l'administration est régie par le principe de continuité.

Considérant les relations fraternelles, nous avons voulu aller doucement, pour preuve, ils nous ont même demandé de faire le manuel de procédures de leur conseil d'administration (CA) et nous avons accepté sans que cela ne fasse l'objet d'un avenant.

Le 14 Janvier, nous avons transmis le rapport de mission et les livrables aux ayant droits et cela fait aujourd'hui environ deux (2) mois que nous ne sommes pas payés. Quand nous réclamons le paiement, on nous dit que la facture est sur la table du DG, il reste juste l'ordre de virement.

Pour l'organisation de l'atelier de restitution, à chaque fois on nous donne des rendez-vous qui n'ont jamais été tenus.

Le vendredi, nous leur avons envoyé un courriel pour les informer d'une éventuelle mise en demeure afin de les intimier de finaliser le projet et de nous payer le solde dû.

En outre, on a fait un courrier pour leur signifier que désormais nous allons nous référer à l'autorité compétente, l'ARMP.

La fois passée, la restitution a été programmée en ligne, contre toute attente, ce programme a été annulé pour motif du déplacement des responsables de ladite institution pour une mission à l'intérieur du pays.

Pour finir, dans le contrat il y figure une clause sur les intérêts moratoires que nous allons réclamer par la suite.

MIC Ase W
B. Fonde

6

A date, nous sommes payés à hauteur de 70% quand bien même que nous soyons à 100% d'exécution.

M. Bakari DIAKITE remercia toutes les parties prenantes pour leur disponibilité et mit terme à la séance.

- **LES MOTIFS DONNES PAR LA DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES D'ANSUTEN.**

Dans sa narration, **Madame Kadiatou SULTAN** a exposé les faits comme suit :

Merci de m'avoir donné la parole.

Pour rappel, nous sommes bien en relation contractuelle avec le cabinet Soft Choice Consulting Services pour l'élaboration de notre manuel de procédures.

Le retard par rapport au paiement du solde dû est relatif au changement opéré à la tête de la Direction et un souci lié au Service en charge des Finances.

Le nouveau Directeur Général ayant pris connaissance du dossier à sa prise de fonction en Octobre dernier, affiche une ferme volonté d'achever son exécution financière.

Une réunion de restitution avait été prévue très récemment mais hélas pour des raisons d'indisponibilité des responsables, elle a été reportée.

Nous avons la volonté de payer le montant dû qui s'élève à 10% du montant total du marché, mais nous suggérons juste au Cabinet un peu de patience.

- **LES MOTIFS DONNES PAR LA DIRECTION GENERALE DU CONTROLE DES MARCHES PUBLICS (DGCMP).**

Dans sa narration, Monsieur **Abdrahamane Jean Charle DIALLO** a exposé les faits comme suit : Merci de m'avoir donné la parole, je confirme que nous avons connaissance de ce dossier. A la lumière de la lecture que je viens de faire, le requérant a le plein droit de réclamer son dû après avoir exécuté le marché.

M/C
asc *ul*
5ms
7
Emole

III- QUALIFICATION DES FAITS :

A l'examen des faits et des pièces versées au dossier, Il ressort en l'espèce qu'il s'agit d'un contentieux de l'exécution d'un marché public pour non règlement de la facture **N°S2CS14012025-1/DG/SC** relatif à l'élaboration du manuel de procédures par le Cabinet Soft Choice Consulting Services pour le compte d'ANSUTEN.

SUR LE FOND

Le CRDS, sur la base des documents et informations fournis par les parties dans la procédure contradictoire, constate que :

- L'autorité contractante a recouru à la procédure de passation par entente directe après qu'elle ait bénéficié de l'autorisation du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- Un contrat a été dûment établi entre ANSUTEN et le Cabinet Soft Choice Consulting Services ;
- Le Cabinet Soft Choice Consulting Services a sollicité une séance de travail avec la Direction Générale d'ANSUTEN en vue d'une restitution dudit manuel de procédures, la sollicitation restera sans réponse en dépit de plusieurs relances via courriers et mails ;
- En date du 21 Février un mail de transmission du livrable a été adressé à ANSUTEN afin qu'elle formule ses observations ;
- En date du 14 Janvier 2025 le Cabinet Soft Choice Consulting Services a adressé au Directeur Général D'ANSUTEN le rapport de fin de mission portant réf 140125/ASNT-2025/RFM-01/S2CS relatif à l'élaboration du manuel de procédures ;
- ANSUTEN reconnaît avoir reçu le livrable pour observations ;
- Le Cabinet Soft Choice Consulting Services a adressé au Directeur Général D'ANSUTEN un courrier en date du 18 Février 2025 au titre de réclamation de son dû à hauteur de 30 % ;
- ANSUTEN ne reconnaît que 10% du montant du marché au titre du solde dû ;
- Au regard des pièces comptables ANSUTEN n'a pu fournir que les preuves de paiement des 70 % ;
- ANSUTEN n'a pas respecté les délais contractuels du règlement de la somme due ;
- ANSUTEN n'a pas une personne responsable des marchés publics (PRMP) au sens de l'article 10 du code des marchés publics.

Handwritten signatures and initials:
- Top left: A stylized signature.
- Top center: "MLC" above a signature.
- Top right: A large signature.
- Bottom center: A signature with "Fende" written below it.
- Bottom right: A small box containing the number "8".

IV- CONCLUSION

Considérant qu'au terme de l'article 3 alinéa 2 de la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, les Agences ou Offices dotés ou non de la personnalité morale, dont l'activité est majoritairement financée par l'Etat, sont du champs d'application des règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics ;

Considérant qu'au terme de l'article 8.2.1 du contrat **N°2024/468/1/6/3/1/1/037** « Si les parties n'ont pas réussi à résoudre leur différend à l'amiable ou par une procédure de conciliation, le litige sera soumis le cas échéant au Comité de Règlement des Différends et Sanctions de l'ARMP.»

Considérant qu'au terme des conditions particulières (annexe), du contrat **N°2024/468/1/6/3/1/1/037** il y'a le non-respect par l'autorité contractante du calendrier de paiement ;

Considérant qu'au terme de l'article 141 du CPM, l'autorité contractante doit verser au titulaire du marché les sommes dues au titre de l'exécution des travaux, fournitures ou services après déduction des versements effectués au titre des avances et des acomptes ;

Considérant qu'au terme de l'article 87 du CPM, tout marché qui fait l'objet d'approbation produit ses effets de droit et engage financièrement l'autorité contractante ;

Considérant qu'au terme de l'article 10 alinéa 1 du CMP, l'autorité contractante doit mandater une Personne Responsable des marchés publics désignée parmi les personnes compétentes intégrées dans le répertoire des PRMP constitué par l'ARMP, et à qui incombe l'initiative de la conduite de la passation des marchés publics.

Considérant que le Comité de Règlement des Différends et Sanctions a statué en contradictoire sans la présence de l'autorité contractante (ANSUTEN), nonobstant l'invitation adressée à cet effet.

Par ces motifs, le Comité de Règlement des Différends et Sanctions décide de :

- Recevoir le recours en la forme ;
- D'adresser un avertissement à la Direction Générale d'ANSUTEN pour son absence ;
- Ordonner à la Direction Générale d'ANSUTEN le paiement sans délai des 30% au Cabinet Choice Soft Consulting Services au titre de règlement du solde dû qui s'élève à 780 000 000 GNF ;

M/L
Ase
cel
SM
Donato

9

- Ordonner à ANSUTEN de procéder à la nomination d'une Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) conformément à l'article 10 du code des marchés publics.

Conakry le 25 Mars 2025

Dit que le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier aux parties avec ampliation au Président de la République, au Premier Ministre, au Ministre de l'Economie et des Finances, la présente décision, qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le bulletin officiel des marchés publics à la prochaine parution.

ET ONT SIGNE LES MEMBRES DU CRDS CONFORMEMENT A L'ARTICLE 20 DU DECRET D/2020/154/PRG/SGG PORTANT ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS


M. Lansana SIDIBE SANGARE


M. Moussa SANGARE


Mtre Bassekou SHEK CONDE


M. Holomo Koni KOUROUMA


M. Ibrahima Sory SACKO


M. Moussa Iboun CONTE


M. Almamy Sékou CAMARA

LE PRESIDENT


M. Sidi Mouctar DICKO

